VERVIERS - MOBILITÉ

Le SPW voudrait prolonger l'essai

Le chantier autoroutier pourrait fausser le test sur le boulevard

Verviers annonçait fin septembre sa décision de mettre un terme à l'aménagement de bandes de circulation bus-vélos sur le boulevard des Gérardchamps et la rue Lucien Defays. Mais le SPW, qui a mis en place le dispositif, souhaite, lui, une prolongation de la phase test.

La circulation sur le boulevard des Gérardchamps et la rue Lucien Defays, à Verviers, est des plus compliquées ces derniers temps, à cause de l'aménagement de bandes pour bus et vélos en juin dernier. C'est pourquoi la Ville de Verviers, comme nous vous le révélions fin septembre, a décidé de mettre un terme à ce dispositif.

Une réunion entre la Ville et le SPW se tenait d'ailleurs vendredi dernier sur ce sujet. Sauf que ni le bourgmestre Jean-François Istasse, ni l'échevin de la Mobilité n'y ont assisté à cause des changements politiques survenus à Verviers. L'arrêt du Conseil d'État a remis Muriel Targnion aux rênes de la Ville dans le courant de la journée.

Ce mercredi, certains ont relayé l'information selon laquelle le SPW ne voudrait pas prendre en charge les travaux de remise en état de la voirie. « Apparemment, le SPW trouve que c'est une décision unilatérale de la Ville que de mettre fin à ce dispositif. Et donc que les travaux à venir sont à sa charge », indique l'échevin Maxime Degey. La Ville pensait en fait qu'il s'agissait d'un essai à évaluer. Un essai qui s'est avéré non concluant, notamment au regard d'un rapport établi par la police. D'après celui-ci, les bandes entraînent des files plus longues aux heures de pointes et sont de surcroît accidentogènes. C'est sur cette base que le Collège communal a fondé sa décision pour un retour en arrière. « Il s'agit de sécurité publique », insiste Maxime Degey. « Et je ne connais pas d'exemple d'une intervention communale sur une voirie à charge du SPW… »

> ***« Ce serait dommage de ne pas faire le test jusqu'au bout »***
>
> François Franquinet

L'échevin aimerait une remise en état assez vite. © A.R.

DES DONNÉES FAUSSÉES ?

Sauf que ce n'est pas exactement ce qui s'est dit à cette réunion avec le SPW. « Nous sommes d'accord quant au fait qu'il s'agit d'un test mis en place et que l'expérience peut s'avérer non concluante », explique François Franquinet, porte-parole du SPW. « Par contre, il y a un chantier autoroutier juste à côté qui pousse les usagers à passer par le boulevard des Gérardchamps. » Un chantier qui se termine à la fin du mois et qui pourrait avoir eu un impact négatif sur la phase test de l'aménagement des bandes dévolues aux bus et vélos. Le SPW serait donc d'avis de prolonger l'essai afin d'en tirer des conclusions non faussées. « Ce serait dommage de ne pas faire le test jusqu'au bout », estime ainsi le SPW.

La Ville et le SPW devront donc trouver un terrain d'entente, car la Ville ne souhaite pas que ce dispositif perdure dans le temps. « Je rassure les détracteurs de cet aménagement, la remise en état se fera », avance Maxime Degey, tablant sur quelques semaines. « Nous sommes actuellement en train d'évaluer ce que coûteront ces travaux en établissant un devis de remise en ordre. »

Une prochaine réunion entre Ville et SPW est déjà programmée, avec, espérons-le, une solution pondérée à la clé.

AURÉLIE FRANSOLET

DISON - CPAS

Confinement partiel au Couquemont

Trois résidents positifs au covid. © L.M.

Comme de très nombreuses communes de notre arrondissement et ailleurs en Belgique, Dison est confronté à une recrudescence épidémique de cas de covid-19. À titre préventif, le CPAS de Dison a donc décidé de tester tous les résidents, le samedi 10 octobre dernier, au sein de la MRS « Le Couquemont ».

Si la maison de repos avait été épargnée depuis le début de la pandémie, ce n'est désormais plus le cas. Les tests réalisés ont permis d'identifier trois résidents positifs au coronavirus. Même s'ils sont asymptomatiques, ils ont immédiatement été placés à l'isolement et les familles ont été prévenues de la situation.

« Compte tenu de ces résultats et par mesure de précaution, le CPAS a décidé d'activer la procédure de reconfinement en adoptant un reconfinement partiel, par service, de notre maison de repos et ce jusqu'au 25 octobre 2020 inclus. En conséquence, les repas se prendront en chambre et les sorties des résidents ne seront plus autorisées durant cette période », indique le CPAS.

« Afin de protéger nos résidents de l'isolement, les visites des familles resteront autorisées moyennant le respect du protocole de prévention. Il est essentiel pour le CPAS de Dison de maintenir le lien entre les résidents et leurs proches », explique encore le CPAS de Dison dans un communiqué.

C.B.

PEPINSTER - MESURES COVID

Les buvettes restent fermées

Jeudi passé, nous apprenions que Philippe Godin, bourgmestre de Pepinster, avait pris une ordonnance obligeant toutes les buvettes des clubs sportifs de l'entité à fermer leurs portes jusqu'à nouvel ordre à partir du vendredi 9 octobre. Le mayeur pepin expliquait sa décision par le fait qu'il avait eu vent de comportement irrespectueux des règles minimales de sécurité sanitaire et que certains sportifs avaient carrément violé la période de quarantaine qui leur était pourtant imposée.

Le lendemain samedi, c'était obligatoire pour toute la province de Liège. Et ce mardi, la ministre Glatigny avait évoqué une réouverture à certaines conditions, mais en laissant le soin aux communes de maintenir ou non la fermeture.

Protéger la population. © C.B.

NE PAS PUNIR TOUS LES CLUBS

Cela a donné lieu à des échanges tendus entre les conseillers du groupe Vivre Pepinster et le bourgmestre ce lundi au conseil communal. « On trouve que le bourgmestre va trop loin dans son ordonnance », justifie Julie Beckers, chef de groupe de Vivre Pepinster. « On comprend qu'il faille prendre des mesures vu la situation compliquée de la pandémie. Mais punir l'ensemble des clubs alors que certains ont pris des mesures déjà très strictes pour quelques énergumènes qui ne respectent pas les règles, ce n'est pas juste selon nous. »

Et Julie Beckers de poursuivre : « on trouve que les mesures de la Ministre Glatigny concernant l'autorisation de l'ouverture des buvettes jusqu'à 45 minutes après la dernière activité sportive ont du sens », explique la cheffe de groupe de Vivre Pepinster. « Cela permettrait aux parents d'aller boire un café et surtout aux clubs d'avoir **une bouffée d'oxygène** en ces temps difficiles. On aimerait avoir un juste milieu entre le côté humain, la sociabilité et la pratique du sport. Mais tout condamner ce n'est pas possible. »

LE BOURGMESTRE NE CHANGE PAS D'AVIS

De son côté, le bourgmestre n'a pas apprécié devoir se justifier par rapport à son ordonnance concernant la fermeture des cafétérias des clubs. Et pas question pour lui de changer d'avis pour le moment. « Je ne peux pas tolérer que des clubs ne respectent pas les règles de sécurité sanitaire », affirme Philippe Godin. « Quand je vois qu'un pratiquant, qui devait se trouver en quarantaine, a quand même joué puis guindaillé avant de **contaminer d'autres personnes**, c'est une attitude totalement irresponsable et irrespectueuse. De plus, les cas ont augmenté de manière catastrophique ce week-end dans notre commune et je me dois de protéger la population. L'ordonnance est d'application jusqu'à nouvel ordre. »

C.B.

20006863